

## INTRODUCTION

Cuba est un sujet extrêmement médiatique et polémique. Il s'agit sans doute de la nation d'Amérique latine qui revient le plus souvent dans la presse occidentale. En effet, il existe un nombre incalculable d'articles et d'émissions de radio et de télévision sur la plus grande île des Caraïbes. La récente maladie du Président Fidel Castro en est l'illustration la plus édifiante. Cependant, il se dégage une espèce d'unanimité pour décrire Cuba comme la « dernière dictature du continent américain », comme l'antichambre de l'enfer – tout en passant sous silence près d'un demi-siècle d'agressions étasuniennes de toutes sortes dont elle a été victime –, sans pour autant permettre à ceux qui ne partagent pas cet avis de s'exprimer sur le sujet.

En effet, la pensée et les idées des dirigeants cubains sont parfaitement méconnues du grand public pour la simple raison que ces derniers se voient interdire tout espace d'expression au sein des médias occidentaux. Jamais la presse n'aura autant parlé d'un pays et aussi peu donné la parole à ses dirigeants. De la même manière, les nombreux intellectuels et personnalités publiques favorables au processus révolutionnaire cubain, dont pas moins de huit prix Nobel, sont constamment censurés par les médias. Pour quelles raisons ?

C'est pour pallier ce paradoxe et y mettre un terme qu'est né ce livre. Ricardo Alarcón, Président de l'Assemblée nationale cubaine depuis 1992 et membre du Bureau politique du Parti communiste cubain, a accepté d'entreprendre une série de conversations sans complaisance sur plusieurs sujets épineux.

Né en 1938, Ricardo Alarcón s'est engagé dès son plus jeune âge dans la lutte contre la dictature de Fulgencio Batista. Il s'est engagé dans les filières étudiantes du Mouvement du 26 juillet mené par Fidel Castro et a dû recourir à la clandestinité pour échapper aux griffes de la tyrannie. Après la victoire des révolutionnaires barbus en 1959, il a été Président de la Fédération étudiante universitaire (FEU) avant d'entrer au sein du gouvernement révolutionnaire.

Il a été directeur du département Amérique au Ministère des Affaires étrangères en 1962. Mais c'est surtout grâce à son séjour à New York en tant qu'ambassadeur permanent auprès des Nations unies, de 1966 à 1978, qu'il est devenu l'un des meilleurs spécialistes cubains des Etats-Unis. Il a également été ministre des Affaires étrangères en 1992.

Ce fin diplomate et descendant d'Andalous est actuellement le dirigeant politique cubain le plus important après le Président Fidel Castro

et le Vice-président Raúl Castro. Grand ami de Fidel Castro, il en est également l'un des plus proches collaborateurs. Il est devenu, au fil du temps, le porte-parole du gouvernement de La Havane.

Mais sa véritable profession est celle de professeur de philosophie à l'Université de La Havane où un poste lui est toujours réservé. Doté d'une culture exceptionnelle, Ricardo Alarcón est toujours prêt à démontrer par un raisonnement judicieux et implacable le manque de fondement d'une allégation ou d'une idée reçue véhiculée par les médias au sujet de son pays, et répandue en Occident.

Ricardo Alarcón excelle dans l'art de convaincre, quel que soit le sujet évoqué. L'art de la persuasion est la principale qualité de cet intellectuel, toujours prompt à approfondir une question. Sa réflexion est toujours accompagnée d'une argumentation solide et d'une base factuelle très précise. Il ne laisse rien au hasard. Il répond de manière poin-tue et détaillée à toutes les questions qui lui sont présentées et n'en élude aucune. Bref, le Président de l'Assemblée nationale cubaine adore le débat.

Très peu de dirigeants politiques mondiaux accepteraient de converser ouvertement sur les problèmes sensibles qui touchent leur pays. Très peu se prêteraient au dialogue, qui prend parfois des allures d'interrogatoire, qui a été mené avec Ricardo Alarcón. Le Président de l'Assemblée nationale cubaine n'a évité aucun thème et s'est plié avec une patience admirable à cette longue épreuve sur des sujets variés et complexes tels que les relations avec les Etats-Unis, la Floride, la guerre contre le terrorisme, les sanctions économiques, la peine de mort, les droits de l'homme, les acquis sociaux et les élections à Cuba ainsi que la démocratie.

Ce long entretien a pour objectif de faire connaître le point de vue des dirigeants cubains sur des sujets trop souvent traités de manière partielle et partielle par les médias pour des raisons idéologiques et politiques. D'ailleurs, la presse occidentale présente une image de la réalité cubaine que ne partage pas le reste du monde. En effet, pourquoi Cuba et son Président Fidel Castro souffrent-ils d'une image si désastreuse dans la presse occidentale, alors que cette petite nation des Caraïbes et son plus célèbre citoyen jouissent d'un prestige et d'une popularité hors normes en Amérique latine, en Afrique ou en Asie ? Le long entretien qui suit répond en partie à cette question.

Ces conversations sont une contribution à l'histoire cubaine, une histoire racontée, pour une fois, par les victimes d'un conflit inégal marqué par l'acharnement de la première puissance du monde à désintégrer une petite nation sous-développée qui refuse de courber l'échine.

# I. LES RELATIONS CUBANO-AMÉRICAINES

## La Guerre froide, responsable du conflit entre Cuba et les Etats-Unis ?

*Salim Lamrani* : M. le Président, l'historiographie conventionnelle analyse les tensions entre Cuba et les Etats-Unis à l'aune du cadre de la Guerre froide. Il est vrai que Cuba, en se rapprochant de l'Union soviétique, allait logiquement déclencher l'animosité de Washington. Quel est votre point de vue à ce propos ?

**Ricardo Alarcón de Quesada** : Il faudra un jour sérieusement interroger l'histoire conventionnelle, car il s'agit de la version qui a été prédominante dans la propagande nord-américaine. Mais en réalité, les documents et les preuves qui contredisent cette version devraient être connus de tout historien digne de ce nom, tout historien un tant soit peu sérieux.

En tout cas, au moins depuis 1991, je crois savoir que les documents officiels des autorités étasuniennes concernant l'époque précédant le triomphe de la Révolution ont été déclassifiés. Evoquons le volume correspondant à la période 1958-1960, en l'occurrence la dernière année du gouvernement de Batista, et les deux premières années de la Révolution. A cette époque, on ne pouvait pas parler d'alliance avec l'Union soviétique, ni même de relations formelles avec l'Union soviétique. Cependant, ces documents démontrent que dès l'époque de Batista, l'administration d'Eisenhower a essayé d'empêcher « la victoire de Castro ». Je vous cite le document textuellement. Il s'agit d'un rapport du Conseil national de sécurité des Etats-Unis.

*Salim Lamrani* : Donc selon vous, la réalité est toute différente.

**Ricardo Alarcón de Quesada** : Les faits historiques se sont déroulés de manière complètement différente de ce que raconte l'histoire conventionnelle. Avant même le triomphe de la Révolution, les Etats-Unis ont essayé d'empêcher la victoire des barbudos, et depuis la victoire du 1<sup>er</sup> janvier 1959, Washington essaye de renverser le gouvernement révolutionnaire.

Le soutien de l'Union soviétique, ce que l'on pourrait appeler l'alliance avec l'Union soviétique, n'est qu'une réponse de Cuba aux agressions des Etats-Unis. La conséquence de cette hostilité immédiate a été le rapprochement avec les Soviétiques.

## Influence des Etats-Unis avant la Révolution

*Salim Lamrani : Quel degré de contrôle ou d'influence exerçaient les Etats-Unis aux niveaux politique, économique et social lors du triomphe de la Révolution en 1959 ?*

**Ricardo Alarcón de Quesada** : Les Etats-Unis avaient une très grande influence politique à Cuba. Je crois que le terme d'« influence » est plus juste. Dans les années 1950, l'amendement Platt, que Washington avait imposé au début du XX<sup>e</sup> siècle, n'existait plus légalement. Rappelez-vous que cet amendement autorisait les Etats-Unis à intervenir militairement à Cuba.

*Salim Lamrani : Et pour ce qui est de l'influence économique ?*

**Ricardo Alarcón de Quesada** : L'influence économique était énorme. L'économie cubaine était presque partie intégrante du marché étasunien car elle dépendait de manière vitale des exportations de sucre vers les Etats-Unis.

L'influence d'ordre culturel était également très importante pour des raisons historiques et géographiques : Cuba a été pour ainsi dire administrée par les Etats-Unis. Il y avait une sorte de fatalisme géographique dans le subconscient collectif de Cuba, un fatalisme intentionnellement alimenté par l'idée selon laquelle il n'était pas possible de se développer sans l'aval des Etats-Unis, disons indépendamment des Etats-Unis. Cette idée était fondée, car chaque fois qu'il y a eu des velléités d'indépendance à Cuba, et cela remonte à la guerre contre l'Espagne, les Etats-Unis sont intervenus militairement, que ce soit en 1898, en 1907 ou lors de la Révolution de 1933.

En 1933, l'armée n'a pas occupé militairement le pays, mais le peuple tout entier redoutait une intervention de la flotte nord-américaine, rassemblée en masse dans la baie de La Havane. L'ambassadeur étasunien à Cuba agissait en tant que superpouvoir et était l'homme politique le plus important de l'île.

Ainsi, le sentiment selon lequel il n'était pas possible de vivre indépendamment des Etats-Unis était bien réel. Pour les Cubains de l'époque, tout ce que pouvait entreprendre le pays pour secouer le joug nord-américain était vain, voué à l'échec, car il en était allé ainsi précédemment.

## Guantanamo

*Salim Lamrani : Pourquoi le gouvernement cubain accepte-t-il la présence militaire étasunienne à Guantanamo ?*

**Ricardo Alarcón de Quesada** : Nous ne l'acceptons pas du tout. Nous avons maintes fois déclaré que l'occupation militaire d'une partie de notre territoire était illégale et illégitime. Cela fait plus de 45 ans que nous dénonçons cette présence délictueuse auprès des instances internationales et de la communauté internationale. Nous menons une grande bataille politique et diplomatique en ce sens, mais pacifiquement. Il serait absurde de prétendre déloger les Etats-Unis de Guantanamo par la force, car cela signifierait la guerre.

*Salim Lamrani : Au niveau juridique, quel accord a abouti à la cession de Guantanamo ?*

**Ricardo Alarcón de Quesada** : L'origine de cet accord remonte à l'intervention nord-américaine dans la guerre hispano-cubaine. Les Etats-Unis sont intervenus en 1898 et ont remplacé l'Espagne en tant que puissance coloniale régnant sur Cuba.

Pour retirer leurs troupes et mettre ainsi un terme à l'occupation militaire de l'île, les Etats-Unis ont imposé le célèbre amendement Platt à l'Assemblée constituante qui était censée élaborer la Constitution de l'an I – cela fait partie de l'Histoire de Cuba, histoire que connaît n'importe quel enfant de ce pays – pour organiser la République indépendante de Cuba.

Il s'agissait d'un accord voté par le Congrès étasunien et qui fut ajouté par la coercition à la nouvelle Constitution. Si les membres de l'Assemblée constituante refusaient d'inclure l'amendement Platt, les troupes militaires étasuniennes ne se retireraient pas et le gouvernement envahisseur continuerait d'administrer Cuba.

Cela a provoqué un débat houleux au sein de l'Assemblée, et suite à cette pression, les membres ont admis cette clause ; elle fut partie intégrante de la Constitution cubaine jusqu'en 1934.

*Salim Lamrani : En quoi consistait exactement l'amendement Platt ?*

**Ricardo Alarcón de Quesada** : L'amendement Platt avait deux composantes fondamentales : d'une part, il obligeait la République de Cuba à reconnaître aux Etats-Unis le droit d'intervenir dans les affaires intérieures cubaines à n'importe quel moment.

D'autre part, la République de Cuba était contrainte de céder plusieurs espaces territoriaux pour l'installation de bases navales nord-américaines et de mines de charbon. Leur usage était exclusivement réservé à la marine étasunienne.

*Salim Lamrani : Cependant, l'amendement Platt a été abrogé en 1934.*

**Ricardo Alarcón de Quesada** : Effectivement, en 1934, ce texte contraignant a été abrogé et éliminé. Cependant, il a été remplacé par un document très concis intitulé « Traité de réciprocité entre Cuba et les Etats-Unis ».

Ce texte abrogeait l'amendement Platt, mais stipulait que la base navale de la baie de Guantanamo resterait sous le contrôle et la domination des Etats-Unis jusqu'à ce que les deux parties – La Havane et Washington – décident d'un commun accord d'y mettre un terme.

Voilà l'essence de cet accord.

*Salim Lamrani : C'est un accord pour le moins étrange.*

**Ricardo Alarcón de Quesada** : Absolument ! D'un côté, les Etats-Unis renonçaient à leur « droit » d'intervention dans la vie politique et économique de Cuba, mais de l'autre, ils annexaient *de facto* la base navale de Guantanamo pour une durée indéterminée, afin de pouvoir garder la base navale à perpétuité.

En effet, le départ des Etats-Unis de Guantanamo ne dépend pas d'un calendrier précis, d'un bail déterminé par les deux parties, mais uniquement du bon vouloir des autorités étasuniennes.

En d'autres termes, selon ce texte, tant que les Etats-Unis souhaiteront avoir une présence à Guantanamo, ils pourront y rester sans aucun problème. C'est cela que l'on peut qualifier, avec beaucoup de réserves, de « cadre juridique » à propos de Guantanamo.

## Eisenhower, Kennedy et le gouvernement révolutionnaire

*Salim Lamrani* : Les archives partiellement déclassifiées montrent que les gouvernements des présidents Dwight D. Eisenhower et John F. Kennedy avaient organisé diverses opérations dans le but de renverser le gouvernement révolutionnaire. Il semble que les Cubains aient vécu sous un état de siège permanent durant les années qui ont suivi le renversement du dictateur Fulgencio Batista.

**Ricardo Alarcón de Quesada** : C'est juste. Ces gouvernements ont ourdi de véritables stratagèmes pour détruire la Révolution cubaine.

Dans un premier temps, on voulait empêcher l'établissement d'un gouvernement révolutionnaire, et ensuite, il fallait le renverser.

D'abord, dans les années 1950, les Etats-Unis ont largement soutenu Batista pour empêcher sa chute, et par la suite, plusieurs manœuvres ont été élaborées pour prévenir le triomphe de la Révolution.

Dès le 1<sup>er</sup> janvier 1959, face à l'échec de ces tentatives, l'administration Eisenhower a déclenché cette politique d'agression. En réalité, Kennedy a hérité de cette politique de terreur. On s'appêtait déjà à attaquer militairement le pays et à envahir Cuba par la Baie des Cochons. Ce plan ne plaisait pas à Kennedy, mais il était déjà en place et fut donc appliqué.

## Démocrates/Républicains : quelles différences ?

*Salim Lamrani* : Après une accalmie, somme toute très relative sous les gouvernements de Johnson, Nixon et Ford, de véritables progrès ont eu lieu avec l'administration de James Carter. A votre avis, existe-t-il une réelle différence entre les Républicains et les Démocrates en ce qui concerne leur politique envers Cuba ?

**Ricardo Alarcón de Quesada** : C'est une question qui est très débattue aux Etats-Unis même. Certains ne voient aucune différence, à quelque niveau que ce soit, entre les Démocrates et les Républicains.

Il faut souligner qu'à de nombreux égards, cette critique de la société étasunienne est tout à fait fondée. Il s'agit d'une société qui ne dispose en réalité que d'un seul parti politique. Cette immense

machine électorale dispose de deux ailes, de deux tendances, et elle fonctionne comme une horloge suisse, c'est-à-dire parfaitement.

*Salim Lamrani : Il n'y aurait donc qu'un parti, selon vous ?*

**Ricardo Alarcón de Quesada** : Exactement ! Il s'agit du parti du monde des affaires, lui-même divisé en deux sous-partis : le républicain et le démocrate.

Cela est aisément vérifiable en termes de politique internationale, avec par exemple les diverses interventions armées dans les affaires internes d'autres nations ; toute la rhétorique médiatique autour de la question de la démocratie est sempiternellement associée à la doctrine du libre marché. Sur ces questions, il n'y a que très peu de différences entre les deux mouvances.

*Salim Lamrani : Sur quels aspects les deux partis se distinguent-ils vraiment ?*

**Ricardo Alarcón de Quesada** : Il existe des différences notables entre Républicains et Démocrates, différences que n'importe quel citoyen étasunien peut remarquer, et qui concernent surtout les affaires domestiques, la vie politique interne.

Il en va notamment ainsi pour la société étasunienne, la conception de la responsabilité du gouvernement fédéral, la fonction publique, etc.

## L'administration de James Carter

*Salim Lamrani : Et par rapport à Cuba ?*

**Ricardo Alarcón de Quesada** : Par rapport à Cuba, il faut admettre que l'on ne trouve pas de différences notables entre les deux partis. Prenez le cas de l'invasion de la Baie des Cochons : le plan a été élaboré par l'administration Eisenhower qui était républicaine, mais c'est sous la présidence démocrate de Kennedy qu'il a été appliqué.

En réalité, la seule exception qui mérite attention est votre référence au gouvernement de Carter, car contrairement à toutes les autres administrations précédentes et ultérieures, Carter, dans son programme de gouvernement, a établi une politique de normalisation des relations avec Cuba.

« *Work toward normalization of relations* » était son credo : cette formule était extrêmement importante parce que le concept même d'une relation normale entre les deux nations y était élaboré. Cela impliquait la reconnaissance de l'indépendance de Cuba, et de fait, durant la présidence de Carter, certains pas ont été effectués dans cette perspective.

*Salim Lamrani* : Par exemple ?

**Ricardo Alarcón de Quesada** : Des Sections d'intérêts ont été ouvertes à La Havane et à Washington. Des accords pour délimiter les frontières maritimes ont également été conclus.

Rappelons-nous que c'est à cette époque-là que le concept de « zone économique » commençait à prendre de l'importance. Au-delà des douze miles qui constituent les frontières entre les Etats, la zone économique en haute mer devait être négociée. Nos deux pays sont séparés par 90 miles. De la même manière, nous avons signé des accords concernant les séquestrations d'embarcations maritimes et d'avions.

C'est sous l'administration Carter que s'est produit le retour du péronisme en Argentine. L'Argentine a ouvert une ligne de crédits à Cuba et a exporté des locomotives et des wagons de marque étasunienne mais de production argentine.

Un grand problème est alors survenu, car en conformité avec les clauses du blocus économique, les filiales étasuniennes ne pouvaient pas vendre de produits à Cuba. On voulait appliquer la loi étasunienne à l'Argentine, ce qui constituait évidemment une violation de la souveraineté de cette nation. Une confrontation a eu lieu, et Carter a finalement modifié les règles du blocus et autorisé les filiales étasuniennes implantées à l'étranger à faire du commerce avec Cuba.

En réalité, ce fut la seule époque où nous avons disposé de liberté de mouvement. Au début, nos diplomates présents au Etats-Unis ne pouvaient pas aller au-delà de l'île de Manhattan, mais très rapidement, la zone a été élargie à tout le pays, avec des exceptions convenues telles que les bases militaires. Mais il était possible de visiter tout le pays sans restrictions spéciales.

## Le gouvernement de Ronald Reagan

*Salim Lamrani* : Cependant, le gouvernement de Reagan a mis fin à ces tentatives de rapprochement et de normalisation entre les deux

*nations. A cette époque, l'idée d'une confrontation armée et d'une invasion militaire de l'île était très présente dans les esprits. Qu'est-ce qui a donc provoqué une telle dégradation des relations ?*

**Ricardo Alarcón de Quesada** : Reagan a mis en place une politique très agressive. Il avait élaboré une stratégie extrêmement interventionniste, proactive contre le communisme en général et contre l'Union soviétique en particulier.

Ces mesures étaient l'expression d'une stratégie qui, en fin de compte, a eu beaucoup de succès. Le fait d'acculer l'Union soviétique, de l'obliger à accroître ses efforts dans le domaine de la défense et à y consacrer plus de ressources, a développé une fantastique course aux armements. Reagan a obligé les Soviétiques à s'embarquer dans cette voie et c'est là l'un des facteurs qui expliquent la banqueroute du socialisme dans ce pays.

Le militarisme n'est pas quelque chose de naturel dans une société socialiste. Cela va à l'encontre de son essence même.

*Salim Lamrani* : Cela explique en partie la chute de l'Union soviétique.

**Ricardo Alarcón de Quesada** : Effectivement. Dépenser tant de richesses dans la défense et être obligé de détourner des ressources destinées au développement social vers la technologie militaire a fortement porté préjudice au socialisme en Union soviétique.

En revanche, cela ne touche aucunement le capitalisme étasunien qui se nourrit de cela. Il se peut que la course aux armements nuise à la société étasunienne et aux citoyens étasuniens mais le capitalisme en tant que système n'y est pas du tout vulnérable.

Bien au contraire, les grandes corporations ont un grand intérêt à la militarisation, cela leur est immensément profitable. Le complexe militaro-industriel, qui dispose d'un poids énorme dans la politique des Etats-Unis, en a largement profité, et y a effectué de juteuses affaires.

Un autre facteur d'explication réside dans l'imposition d'une politique intérieure très impopulaire en faveur des grandes entreprises. Reagan a appliqué la méthode que Thatcher avait mise en place en Angleterre. Ce sont les deux grands promoteurs du néolibéralisme, qui implique la réduction du rôle de l'Etat dans l'économie nationale et le démantèlement de l'Etat-Providence qui, aux Etats-Unis, était sacré depuis Roosevelt.

*Salim Lamrani* : Il fallait cependant le faire accepter aux citoyens étasuniens.